

D'accord, d'accord...

Nos amis français sont venus lundi à Berne. Une délégation du Sénat en visite. On s'attendait à du lourd: on a été servis. La totale. Ce ton, ce style inimitable: ne jamais parler, toujours expliquer.

Au repas déjà, chez l'ambassadeur, une sénatrice «explique» à ma table que la France est un pays ultralibéral. Oui, Madame. Elle nous raconte les us et coutumes des habitants de cette terre lointaine. Inconnue. Je lui fais remarquer que, si la France est un pays «ultralibéral», la Suisse est un club échangiste. Sous ecsta.

Quelques minutes plus tard, en séance, un sénateur nous

«explique» que nous ne comprenons pas la France. Et sa fiscalité. Il faut savoir que, pour un élu français en tournée en province, si on n'est pas d'accord, c'est qu'on ne l'a pas compris. Alors il réexplique, plus lentement. Il articule. C'est inintéressant, mais joli à entendre.

Puis, devant notre lenteur – tout helvétique –, une sénatrice admet alors que, dans le fond, nous «ne pouvons pas» comprendre la question fiscale française. Car la Suisse est, je cite, «en retard en matière de dépenses publiques». La preuve: les crèches. Je n'invente rien.

Désarmante France. Quarante ans de déficit, une dette abyssale, mais elle fait la leçon. Elle donne

un cours de gestion de faillite au pays le plus riche du monde. Le cancre fait la nique au premier de classe: le panache laisse coi. Admirable. Encore!

Moralité: la crise française est plus grave que prévu. On se trompe, notamment, sur sa cause. La France ne souffre ni de son chômage ni de sa dette: elle est malade de son aveuglement. Incapable de se remettre en question. Le fameux «dédi»: l'Allemagne a tort, la Suisse a tort, tout le monde a tort.

Et la France? Elle a raison. D'accord? D'accord. Et pendant ce temps, elle coule. Encore et encore. C'est que le début. D'accord, d'accord... ●